

qui doivent être réglés au sein du seul mouvement ouvrier, de ceux qui se réclament de la révolution communiste.

A partir du mois de janvier, ils appuient leur propagande par une tournée de meetings clandestins dans les quartiers. Quelques rares réunions sont effectivement tenues. Cette nouvelle arrogance est loin d'être du goût des anti-fascistes. Les révolutionnaires, en particulier la Ligue Communiste, décident d'interdire systématiquement leurs apparitions sur les marchés. A leur initiative, des comités anti-fafs sont créés là où ON prétend imposer sa présence. Ces nazillons se trouvent rapidement confrontés à des ripostes vigoureuses et efficaces des révolutionnaires soutenus par la population qui n'apprécie guère ces tenants de l'ordre de Dachau. Un affrontement particulièrement violent se déroule sur le marché Convention au cours duquel, sérieusement mis à mal, ils se font expulser. Ils claironnent toute la semaine que le dimanche suivant on verrait ce que l'on verrait, et autres rodomontades du même crû. Une intense mobilisation unitaire les attend de pied fermé. Ces braves à trois poils renoncent au dernier moment. De leur propre aveu, ils savent que sans la présence efficace des flics à leurs côtés, et même devant, ils ne font pas le poids devant les révolutionnaires.

Pour dissimuler leur échec, ils annoncent le clou de leur campagne : le meeting du 9 mars 1971 au Palais des Sports. Dès ce moment, ils évitent tout contact avec les anti-fascistes. Cette tactique de fuite correspond à leur volonté d'assagir, de respectabiliser leur image de marque électorale. Mais il s'agit aussi, pour les militants d'ON, de tâcher de rester intacts jusqu'au 9 mars et le bilan est déjà lourd. Interdits sur les marchés, où ils ne peuvent rester plus de 10 minutes, ils sont pourchassés par les révolutionnaires jusque dans leurs meetings de quartier. Le 24 février, leur réunion de la rue du Renard est attaquée par les militants anti-fascistes : six de leurs nervis sont hors d'état de parader pour plusieurs mois. Parmi eux se trouve Christian Lefèvre, ancien OAS, détenu à l'île de Ré jusqu'à l'amnistie de 1968 et chef de leur service d'ordre. Ce jour là, Robert, dit le Petit, sorti imprudemment dans la rue ne doit son salut comme toujours qu'à la rapidité de ses petites jambes. De ce jour jusqu'au 9 ils ne se risquent plus à mettre le nez dehors.

Les révolutionnaires ont compris depuis longtemps le rôle de ce groupuscule avorton, l'utilisation immédiate qu'en fait le pouvoir. Il n'est pas question pour eux de laisser impunément ces sbires du gouvernement apparaître, parader et se développer. Pour ON, l'affaire est d'importance. Il s'agit pour lui, au travers de cette opération de prestige, d'apparaître comme le groupe capable de rassembler tous les nostalgiques de l'ordre de Vichy et de l'ex-empire français. Se proclamant embryon du parti nationaliste, il doit d'abord s'affirmer comme le seul pôle de recomposition de l'extrême-droite.

Par ailleurs, la bourgeoisie construit l'armature de toute une série de groupes fascistes : CFT, CDR, SAC... Son but n'est pas de les lancer immédiatement dans la lutte et de les utiliser dès aujourd'hui à plein rendement. Il s'agit pour elle de constituer et d'entreposer dans la coulisse, « en réserve de la République », quelques troupes de choc qu'elle pourra gonfler et utiliser lorsque la nécessité s'en fera sentir. Les CDR-SAC, c'est à l'heure actuelle avant tout les fichiers des nervis sur lesquels elle peut compter.